

26 avril 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'hôtel de ville de Lens, mardi 26 avril 1983.

Je tiens d'abord à vous dire, mon cher Delelis, que vous n'étiez pas obligé de connaître ma biographie par coeur, mais que j'étais déjà venu à Lens, aux côtés de Vincent Auriol en 1947. J'étais l'un des ministres qu'il avait choisis pour l'accompagner dans ce voyage et j'ai donc participé à cette journée, dans cette ville, avec cette population, auprès du premier Président de la République socialiste. J'étais à l'époque ministre des anciens combattants. Je vous rappelle ces choses pour vous dire que mes souvenirs sont liés à cette ville depuis longtemps déjà.

- Vous avez évoqué aussi une période tout à fait récente, celle où vous apparteniez au gouvernement de la République, et je dois dire que j'ai beaucoup aimé la façon dont vous avez participé au gouvernement, la façon dont vous avez géré votre ministère. Là aussi, il faut bien le dire, l'information n'a peut-être pas été suffisante car la somme des résultats obtenus en faveur des commerçants et des artisans qui, parfois, semblent l'oublier, a été considérable mais est restée comme beaucoup d'autres choses ignorée. Mais l'histoire rendra justice et dans ces catégories socio-professionnelles, où l'on aime réfléchir au-delà des passions du moment, il sera tout à fait rendu justice au ministre du commerce et de l'artisanat que vous avez été pendant près de deux années. J'ai aimé aussi la façon dont vous êtes rentré à Lens en me disant, avec un désintéressement, que j'ai rarement retrouvé : "Moi, je me trouve bien à Lens. J'ai besoin de m'occuper de ma ville. Alors si vous avez besoin d'un gouvernement extrêmement concentré, dans lequel il ne reste plus que quatorze ministres à-titre plein, les autres naturellement appartenant à l'équipe du gouvernement, moi je ne demande rien". Ce n'est pas tous les jours que l'on entend ce langage, surtout de quelqu'un qui dit : "moi, ma ville, c'est cela ma mission principale". Mais j'ajouterai à ce bref dialogue rapporté : "Monsieur André Delelis, croyez-moi nous n'en avons pas fini de travailler ensemble".

Depuis déjà maintenant près de deux jours, je visite la région Nord - Pas-de-Calais, et peut-être avez-vous pu en suivre les étapes hier, je crois dans sept ou huit endroits différents - aujourd'hui c'est le quatrième - mais malgré tout j'ai pu, chaque fois, grâce à des dialogues de ce type, approfondir mon sujet, apprendre des choses, j'en ai même noté quelques-unes tout de suite. Rien ne remplace ce contact direct avec les Français. Vous me direz, alors, pourquoi ne le faites-vous pas plus souvent - je l'ai fait tout de même de temps à autres - mais c'est vrai qu'il y a là un riche enseignement. C'est aux Français vraiment de faire mieux comprendre ce qu'ils sont, ce qu'est leur pays à celui qui, sorti lui-même de ce peuple, en a aujourd'hui la charge, mais qui risquerait d'être pris par tant de dossiers, tant de responsabilités diverses, tant d'interventions. La ligne droite, la clarté des évidences qui s'imposent au peuple, vous me l'apportez chaque fois, amis qui êtes là, chaque fois que nous nous rencontrons.

Et je suis maintenant dans ce bassin minier ou charbonnier dont je n'ignore pas les graves difficultés et les inquiétudes. Vous aviez raison de rappeler, monsieur le maire, que l'on vous a trop abreuvé de promesses : ce plan de vingt ans, ce plan de dix ans .. Je ne vais pas vous dire que je vous apporte un plan de cinq ans puisque ça se réduit de moitié chaque fois et vous auriez hâte de voir arriver mon successeur - il est vrai que c'est dans quelques temps encore - pour qu'il vous promette deux ans et demi. Non, je ne le ferai pas.

- Je sais simplement qu'il est des données morales et historiques qui comptent dans la vie politique, qui est la vie d'une société. Et, quand on pense à la catastrophe de Courrières que j'évoquais hier après-midi à Lille, feuilletant les pages de cette tragique époque : 1100 morts en

1906, pour aboutir à une catastrophe, celle du puits no 3 de Liévin ! Avec ces 42 morts, on dira que les progrès ont quand même réduit considérablement l'ampleur des catastrophes, mais l'on ne rend pas compte de semaines en semaines, de mois en mois, des longs chapelets égrenés de ceux qui meurent au champ d'honneur du travail, soit victimes d'une explosion, soit ruinés dans leur santé. J'ai quelque fierté d'appartenir par mes propres choix à ces femmes, à ces hommes qui ont une certaine orientation politique et qui ont été à l'origine de ce qui a pu être fait pour lutter contre la silicose, par exemple. Ce qui était, rappelais-je lors de ma dernière venue, la meilleure écologie du moment : sauver l'homme d'un environnement périlleux et le faire par des luttes rendues indispensables en raison du peu d'empressement de ceux qui auraient pu agir bien plus tôt. C'est comme ça. Il faudra toujours que ceux qui souffrent le plus soient en mesure de faire connaître l'étendue de leurs malheurs et qu'ils disposent de la force de se faire entendre. C'est une façon de disposer de cette force que d'avoir un gouvernement de redressement national chargé de porter haut les aspirations populaires. Je n'oublie pas aussi ce que l'on doit aux mineurs et ce n'est pas simplement du discours, d'ailleurs je passerai vite à un autre sujet. \

Quand je pense à la contribution de cette région, à la reconstruction de l'après-guerre ! Région gravement blessée et cependant c'est à partir de là que l'ensemble du pays a pu s'équiper pour être ce qu'il est aujourd'hui, après avoir surmonté les ravages, les destructions, les séparations, les deuils dont nous avons souffert. Alors j'essaie de réfléchir aux priorités qui vous sont propres. Je vous dis tout de suite qu'il est pour moi une règle : quel que soit son coût financier, j'entends - et le gouvernement en est déjà d'accord en la personne de son Premier ministre `Pierre Mauroy`, il l'a lui même suggéré - que soient, en tout -état de cause, quelles que soient les évolutions industrielles, maintenues les aides au bassin minier, dans leur réalité présente. J'ai quelque scrupule à citer des chiffres comme s'il s'agissait d'une distribution. Mais vous connaissez vos droits, ce que représente cette charge pour les Charbonnages de France en 1983, j'ai donné les chiffres hier devant le Conseil régional et devant le Comité économique et social : le total des sommes consacrées et redistribuées par salarié des Charbonnages sera maintenu.

- Mais, bien entendu, ce n'est pas une solution d'avenir. C'est maintenir en l'-état une aide sociale qui se substitue à l'essentiel, c'est-à-dire à une activité économique. Il faut que l'activité économique reprenne - c'est ce que l'on appelle la renaissance industrielle - par un moyen, une procédure. On a préconisé - cela rentre dans les faits - un contrat entre l'Etat et la région et les Charbonnages de France. Tout cela est en train, mais pour quoi faire ? Pour la rénovation du bassin minier. \

Un fonds d'industrialisation - vous avez prononcé ces mots tout à l'heure, monsieur le maire - approvisionné, doté de moyens importants, permettra d'assumer à la fois toutes les ressources qui restent encore attachées au charbon lui-même ou à ses dérivés, ou à ses transformations, et à l'implantation de toutes industries aujourd'hui nécessaires et en-particulier les technologies avancées - je parlerai tout à l'heure des problèmes de la formation des femmes et des hommes qui pourront alors apporter leur emploi. Un fonds d'industrialisation pour la rénovation du bassin minier, cela doit nous amener à parler comme cela, sans zone d'ombres, du charbon lui-même. D'abord dans le calcul qui m'est fait par les spécialistes, par les financiers, qui se disent parfois économistes. Le charbon français n'est pas de taille : il n'a pas la teneur suffisante pour ne pas coûter trop cher pour une production trop faible par-rapport au charbon d'importation, moins cher et plus utile. Ce raisonnement ne peut pas être rejeté, y compris à Lens, sans examen.

- Il faut donc faire entrer dans le calcul tous les éléments utiles, c'est-à-dire, ce qu'appellent toujours les mêmes technocrates avec leur drôle de langage, les effets "induits". Le contraire des effets induits ce sont les effets pervers, bien que très souvent les effets induits soient pervers. Alors, ce sont les effets induits, c'est-à-dire, pour parler le langage que nous parlons, nous : "dans le prix d'une tonne de charbon il n'y a pas que le prix marchand, il y a aussi ce que coûte à l'économie française une importation en devises, c'est-à-dire combien cela pèse sur un commerce extérieur en grave déséquilibre. Nous l'avons reçu comme tel. Le déséquilibre était de 61 milliards lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités du pouvoir - 61 milliards de francs. Il faut y ajouter ce que peut signifier la désertification d'une région comme celle-ci, la remise à zéro des investissements, le coût du chômage, le coût social. Tout cela additionné fera le compte

zéro des investissements, le coût du chômage, le coût social. Tout cela additionné fera le compte de ce que l'Etat jugera possible de faire pour ce que vous appelez, j'entendais bien ce qui m'était dit tout à l'heure, avant de rentrer dans cette salle, le charbon français et on ajoutait "le charbon français François", et François c'était moi.

- Mais à compter du moment où tout ce calcul étant intégré, monsieur le maire - vous avez vous-même suggéré ces éléments, vous en avez parlé si souvent sans doute à votre population, que ce n'était pas nécessaire de rentrer dans le détail, mais je préfère le dire moi-même - où malgré tous ces effets induits, arrive le moment où la concurrence n'est plus possible, alors faut-il laisser tomber le bassin minier ?

- Voilà la question. Et les fonds d'industrialisation qui atteindront vraiment des crédits que j'ai appelés importants, que j'aurais pu appeler très importants, à quoi doivent-ils être consacrés ? Je vous le dis par une formule qui n'aura pas d'équivoque : ils seront consacrés à tout ce qui permettra la rénovation du bassin minier par le charbon. Lorsque les effets induits apparaîtront insupportables, ils seront consacrés à d'autres industries et les mêmes crédits ne pouvant pas servir deux fois, cet examen devra être fait par la région en discussion avec la ville, pour que je sois exactement informé de ce qu'il faut faire.\

En tout -état de cause, chaque personne, chaque salarié verra, non pas ses avantages acquis maintenus, mais son droit préservé sur la base des chiffres aujourd'hui obtenus. Mais l'ensemble du bassin minier verra les sommes d'intervention, le fonds d'industrialisation affectés uniquement à ce qui permettra la rénovation, c'est-à-dire la vie, sous quelque forme que ce soit. Les enfants de mineurs, souvent entraînés par l'exemple de courage et de ténacité de leurs parents vers ce métier si dur et si difficile, et qui aiment d'instinct, par leur enfance, la mine, comme ils aiment aussi et surtout leur pays, il faudra qu'ils puissent aussi y rester et y trouver des emplois.

- Mais, des emplois de quoi ? C'est là que vous avez touché, monsieur le maire, le fond du problème. Tels que vous êtes organisés, vous n'arriverez à rien parce que vous m'avez dévoilé l'aspect du scandale, plus que je ne l'imaginai, par vos paroles simples mais percutantes. 1 million d'habitants, disiez-vous, dans l'ensemble de la région, et un équipement éducatif aussi faible, spécialement vers les technologies : oui, c'est un scandale insupportable qu'un gouvernement comme le vôtre, monsieur le Premier ministre, a tâché déjà de corriger et sur lequel nous allons mettre encore plus d'accent que nous le pensons en raison de ce que nous ressentons face à vous. Ce n'est pas supportable que notre système éducatif ne soit pas mis à la disposition des femmes et des hommes de cette région pour les raisons que vous avez parfaitement expliquées. Ils avaient, ces enfants, une vocation naturelle, celle de fournir les travailleurs manuels pour travaux durs et pénibles. Alors, à quoi bon leur donner des idées. Il ne fallait pas qu'ils y pensent, et d'autre part, les familles elles-mêmes tant habituées à souffrir, finissaient par ne plus désirer que leurs filles et leurs fils de quatorze ans continuent leurs études parce qu'il fallait travailler, je veux dire travailler de ses mains, tout de suite, faute de disposer d'un budget familial suffisant. Si bien qu'il y avait une sorte de phénomène qui se produisait : les victimes de cette absence de système éducatif y contribuèrent eux-mêmes poussés par la nécessité, abandonnant, pas tous sans doute mais pour beaucoup, l'espérance d'une justice sociale qui permettrait à leurs enfants de s'élever selon les capacités de leur courage ou de leur intelligence.\

J'entendais parler tout à l'heure - c'était à Arras - du rôle du technique, et je voyais ce beau lycée où 2000 jeunes apprennent les disciplines professionnelles, avec les moyens technologiques de plus en plus développés. Les plus hauts et les plus qualifiés, ceux qui auront la chance de passer par là auront des emplois. Dans le même moment où la colonne s'allonge des demandeurs d'emplois, des chômeurs, la colonne des demandes d'emplois, des offres d'emploi, n'est pas remplie non plus. C'est-à-dire que les qualifications des jeunes gens ne correspondent pas aux besoins. Voilà une tâche immense, monsieur le Premier ministre, qui vous attend, que vous avez d'ailleurs largement commencé de résoudre. Enfin, c'est comme cela, il va falloir s'y attaquer sérieusement. Croyez-moi, monsieur le maire, la façon dont vous l'avez exposé a, dans mon esprit, mis là une clarté soudaine, je ne me rendais pas compte, même jusqu'à cet instant, à quel point vous étiez sous-équipé dans ce domaine. Je pourrais vous citer bien des villes - vous n'êtes

pas les seuls, il y a des quartiers de Paris, des arrondissements, des villes de 200 à 250000 habitants qui n'ont pas le quart, le cinquième, parfois le dixième des équipements des villes plus favorisées, quelles que soient d'ailleurs les opinions politiques de celui qui les dirige - qui n'ont pas été en somme l'objet d'une sorte de rejet social et donc d'un rejet politique. Vous êtes dans ce cas et, lorsque j'étais à Arras, j'observais à quel point les jeunes se passionnaient pour leur travail. Ils sortent pour la plupart de milieux modestes, paysans ou ouvriers de cette région, et l'on sentait leur disponibilité, leur volonté de réussir, leur aptitude au travail. Seulement eux, ils ont l'instrument, il faudra que vous ayez le vôtre. Le rôle de la formation des jeunes, auquel le gouvernement attache une priorité absolue, les 600 et même un peu plus de mille jeunes qui, à dix-huit ans, sortent de l'école sans formation, devront en avoir une, de dix-huit à vingt-cinq ans. Cela représente une charge considérable, assumée, je le répète, par le gouvernement d'aujourd'hui.\

Or, dans le même moment, tout le monde me dit, et les chiffres sont là, qu'il n'y a pas assez d'écoliers et assez d'étudiants, dans la région Nord - Pas-de-Calais. Pas assez d'enseignants non plus, monsieur le Premier ministre, car il s'est produit un phénomène, je peux le dire, assez choquant, une sorte d'évasion d'une partie du corps enseignant vers les départements où l'on a la réputation de disposer de plus de soleil. Je n'accuse pas. Aujourd'hui, naturellement, vous avez fait les choses de telle sorte que l'on pourrait s'y tromper mais, c'est vrai que les enseignants qui sont ici et que j'ai interrogés lors du déjeuner au lycée technique d'Arras me disaient l'amour qu'ils avaient pour leur pays et pour leur métier. Ils me disaient qu'ils n'étaient pas assez nombreux.

- On assiste à ce phénomène d'une jeunesse, comme celle du bassin minier, qui doit être absolument disponible pour tous les emplois modernes, les technologies modernes, avec un gouvernement qui est disposé à mettre ou à créer l'instrument, les structures, de cet enseignement avec une volonté particulière de servir ce bassin. Il y a peut-être un certain manque, celui d'un corps enseignant - c'est-à-dire que pour former, il faut des formateurs. Alors, on va s'appliquer à cela. Vous voyez que l'on a "du pain sur la planche", nous aussi, car si nous n'avions jusqu'alors que ce problème-là, je dois dire qu'à Lens, je m'en contenterais. Mais de ville en ville je m'aperçois que, si l'on veut mettre les choses en l'état, il va nous falloir doubler la mise, mais, attention, pas dans le temps qui nous est donné, quelques années, là, devant nous. Il faut un peu brûler les étapes, il faut travailler plus encore et je vous assure, nous ne sommes pas économes de notre peine. Nous avons tant à faire pour rétablir ou pour conquérir - ce serait un verbe plus juste - plus d'égalité dans la société française, non seulement entre les individus, non seulement entre les couches socio-professionnelles, mais aussi entre les régions, entre les villes, entre les formes de production du travail ! Mais je dois dire que vous avez ici, rassemblé, tout ce qui a été rejeté par la société d'autrefois, société que nous commençons à changer.\

Pour Mazingarbe, je regrette vraiment de ne pas y être allé - il faudra rattraper cela un jour. Je me suis trouvé avec la nécessité de rentrer ce soir, pas trop tard, parce que des dossiers m'attendent et je dois encore aller visiter une ferme dans le sud du département du Nord.

- Ce que je veux dire, monsieur le maire, c'est que l'ensemble, dont vous vous êtes fait le porte-parole, de ce que l'on appelle "l'opération Mazingarbe" sera fait. J'ai là une note où l'on parle d'alimenter la fabrication d'engrais sur la plate-forme chimique de Mazingarbe avec du gaz à bon prix, de façon à concurrencer les engrais des Pays-Bas notamment. Ce gaz pourrait provenir de Drocourt ou de Dunkerque - je sais que Drocourt est quand même plus près - mais je crois savoir que ce site a été choisi de préférence à d'autres, non pas parce que l'on voulait rejeter les autres - je pense en particulier aux nécessités de la ville du Havre - mais enfin, le choix devant être fait, le poids du bassin minier a compté davantage parce que vous aviez aussi plus de retard. Il convenait d'être juste à votre endroit.\

Pour ce qui touche à la gestion autonome du patrimoine immobilier, vous avez considéré que c'était vraiment un changement important. Je le crois. J'ai fait cette proposition, inspiré, comme en beaucoup d'autres domaines, par ce que m'en avait demandé monsieur le Premier ministre `Pierre Mauroy`, qui connaît mieux sa région que personne. Mais, j'ai précisément eu à bien

saisir l'importance de ces problèmes, parce que c'est vrai que ce patrimoine immobilier est considérable. J'ai vu qu'on y possédait des églises, et, donc, beaucoup de terrains. Quand on pense encore là à nos besoins, surtout si nous ranimons, sur des modes divers, l'industrie de ce pays, si nous le ranimons en offrant à sa jeunesse des emplois et donc d'abord une formation, et tel est le plan que je développe devant vous, alors, bien entendu, la région et le département trouveront avec cette gestion autonome une capacité de développer d'une façon très intéressante, l'urbanisme d'une part, l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture d'autre part. Bref, vous en ferez ce que vous sentirez bon pour la population que vous représentez. Après tout vous connaissez mieux ce problème que ceux qui, à 200 km de chez vous, ne connaissent que les dossiers.\

Voilà quelques données que je voulais traiter sans avoir abordé les grands thèmes généraux, tels qu'on les attend d'ordinaire, mais je crois les avoir quand même abordés. Les problèmes de l'inégalité entre les pays de France, entre les régions, entre les villes, l'espèce de poids que faisait peser l'indifférence, sinon l'hostilité historique et sociale depuis le début de la société industrielle sur les travailleurs du charbon, malédiction que l'on voudrait faire peser encore sur leurs fils et leurs filles. Cela je ne le permettrai pas. Et si je ne peux pas non plus vous dire, parce que ce ne sera pas le cas, qu'en toutes circonstances, le charbon sera préservé - les comptes étant faits, comme je l'ai proposé, avec l'intégration des données autres que la simple valeur marchande immédiate du charbon - il faudra aller hardiment vers d'autres industries. Ces industries devront être là pour que les générations qui auront suivi l'effort courageux et parfois héroïque des mineurs aient bien le droit de rester sur la terre de leurs pères, terre conquise dans les conditions que vous avez vécues et qui doivent encore, j'imagine, habiter la mémoire collective du pays des mineurs.

- J'ai fait appel un peu partout au redressement national, je ne vais pas recommencer maintenant bien que c'est un clou sur lequel il faut frapper si l'on veut qu'il pénètre. Mais je crois en avoir parlé sans le dire. Cher André Delelis, là je m'adresse à vous sur le ton d'une amitié déjà ancienne, sans m'en tenir au protocole dans lequel je me laisse malaisément enfermé, croyez-moi, j'ai parlé du redressement national lorsque je vous ai laissé entendre que, d'une façon ou d'une autre, avec la garantie sociale et la garantie financière correspondant aux engagements déjà pris et accrus sur certains domaines, vie sera restituée, renaissance assurée à la région dont vous êtes l'éloquent, ferme et convaincu représentant.

- Nous ne vivons pas sur des malentendus. Chaque fois que le problème du charbon se posera, ne dites pas : "Il nous avait promis". Je ne promets rien d'autre que ce que je dis ici. Et dans toute autre région charbonnière, même si les conditions sont parfois différentes, je parlerai un même langage, même s'il paraît brutal. Ce qui est vrai, c'est que toutes les chances seront mises de notre côté, non pas au défi des lois de l'économie, cela ne serait pas possible, ce serait la perte non seulement de la région mais d'un potentiel national. A compter du moment où toutes les chances sont mises de notre côté - que nous avons la possibilité de préserver et nous le faisons, de transformer et nous le faisons - ce qui importe c'est l'avenir, c'est la vie, c'est le maintien des hommes et de leurs enfants sur cette terre. Vous en êtes pour la plupart comptables, vous tous qui m'entendez, retenez mes paroles. J'ai encore devant moi du temps, celui que vous m'avez donné, bien que lorsque l'on pense avoir du temps, - un romancier écrivait "Il est plus tard que tu ne le penses" - c'est vrai, ça passe vite .. Et tout ce que l'on n'a pas fait, on en sent déjà le regret. Mais dans le temps qui vient, qui m'a été donné par le peuple français, je resterai fidèle aux paroles prononcées en cet après-midi devant vous. Je vous remercie, mesdames et messieurs, mes chers compatriotes, de la confiance que Lens et sa région m'ont accordée et je vous dis très simplement : Vive Lens ! Vive la République ! Vive la France !\